

UE – Mobilisation citoyenne pour défendre les clauses de sauvegarde

Par Christophe NOISETTE

Publié le 31/03/2009, modifié le 16/04/2025

En moins d'un mois, 100 000 citoyens ont signalé aux pays – minoritaires - qui le 2 mars 2009 avaient voté contre le maintien des moratoires hongrois et autrichiens, qu'il était temps d'écouter la volonté des européens. Cette pétition, lancée par Greenpeace France via son site internet [1], permettait de demander à la Grande Bretagne, à la Finlande, à la Suède et aux Pays-Bas le maintien des clauses de sauvegarde grecque et française. Pour Arnaud Apoteker, chargé de campagne OGM à Greenpeace, « cette mobilisation sans précédent est le signe du très important refus des citoyens français de se voir imposer ces cultures potentiellement dangereuses et mal évaluées !. [...] C'est parce que les citoyens sont mobilisés que la Commission échoue à imposer ces OGM. Il serait donc temps qu'elle en tienne enfin pleinement compte et enterre définitivement ses propositions visant à forcer les Etats-membres à lever leurs moratoires sur les OGM ou à autoriser de nouveaux OGM ».

A noter qu'une autre cyber action, Stop the crop [2], demande aux ministres des Etats-membres de voter contre les deux nouvelles autorisations à la culture, le Bt11 et le TC1507, et de soutenir les moratoires sur le maïs Mon810. Aucune date pour ces deux votes n'a encore été annoncée [3]. Elle a été signée par 34 000 personnes en un mois, dont 20 000 en Allemagne (et en trois jours). Cette cyber-action est adressée à 19 gouvernements (dans leurs langues) et peut être insérée facilement sur les sites qui la soutiennent.

[1] <http://ogm.greenpeace.fr/ogm-100-00...>

[2] <http://www.gmo-free-regions.org/sto...>

[3] [UE – Levée du moratoire français : le prochain avis de l'AESA décisif ?](#)